

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5115 Co

Service Central: Comptabilité générale

Région: /

OBJET DE LA CONSULTATION

Avance de 100.000 frs à M. Taurines, correspondant  
de la SNCF à Graulhet pour l'achat d'un véhicule à  
gazogène.

mesures à prendre en garantie de cette avance

Références :

Observations :

D<sup>er</sup> N° 5115 Co ; Aff. : Avance et garantie du prêt à M. Taurines

S.J.

5.115<sup>Co</sup>V.R.: F<sup>2</sup> L.G.C.  
n° 129.Monsieur le Chef de la Division Centrale  
de la Comptabilité générale.

Par lettre du 11 courant vous avez bien voulu me communiquer pour avis, copie d'une lettre par laquelle M. le Directeur du Service Commercial propose d'accorder à notre correspondant à Graulhet, M. TAURINES pour l'achat d'un véhicule à gazogène, un prêt de 100.000 francs qui serait versé directement au vendeur afin de conférer à la S.N.C.F. pour le remboursement dudit prêt, le droit de gage dont la loi du 29 décembre 1934 a organisé la publicité.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ce procédé peut être employé dans le cas présent. La vente et la constitution de gage devraient faire l'objet d'un acte sous seings privés, établi sur timbre en autant d'exemplaires que de parties intéressées, plus un exemplaire pour l'Enregistrement. Il pourrait être ainsi rédigé :

Acte de vente et de constitution de gage  
d'un véhicule automobile (loi du 29 décembre 1934).

Entre M. X..... vendeur, d'une part, M. TAURINES entrepreneur de transports et correspondant de la S.N.C.F. à Graulhet, d'autre part, et la S.N.C.F. représentée par M. Z ....., intervenant au présent acte en qualité de prêteur, encore d'autre part,  
Il a été convenu ce qui suit :

M. X... cède et vend à M. TAURINES un véhicule à gazogène - indiquer ici très exactement les caractéristiques, marques et Numéros du véhicule de nature à permettre de l'individualiser - moyennant le prix principal de CENT QUARANTE-CINQ MILLE FRANCS payables à la livraison, dont QUARANTE-CINQ MILLE FRANCS ont été versés par M. TAURINES selon quittance annexée.



Afin de parfaire le prix de vente, la S.N.C.F. à versé, aux lieu et place de M. TAURINES, selon quittance également annexée, la somme de CENT MILLE FRANCS à M. X..., qui déclare accepter ce paiement et subroger entièrement la S.N.C.F. dans ses droits, actions et privilèges contre l'acheteur.

M. TAURINES s'engage à rembourser à la S.N.C.F. la somme principale de CENT MILLE FRANCS susdite, en... versements de ..... venant à échéance les .....

Il s'oblige également à verser à la S.N.C.F. les intérêts à ..... des sommes dues, aux mêmes dates que les acomptes ci-dessus spécifiés.

En garantie du remboursement de sa dette, M. TAURINES déclare constituer en gage, au profit de la S.N.C.F. et jusqu'à complet paiement, le véhicule, objet de la présente vente, dans les conditions de la loi du 29 décembre 1934.

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent acte, ainsi que ceux auxquels donneront lieu la déclaration, l'inscription et la radiation au registre spécial prévu par l'article 2 de la loi sus-visée, seront à la charge de M. TAURINES.

Fait en quadruple exemplaires dont un pour l'Enregistrement.

Date .....

Signatures précédées de la mention manuscrite "lu et approuvé".

Cet acte devra être présenté à la formalité de l'enregistrement avant la déclaration qui devra être effectuée par les soins de la S.N.C.F., auprès de la Préfecture qui aura délivré la carte grise, en vue de faire mentionner la constitution de gage au registre spécial institué par la loi du 29 décembre 1934. Cette déclaration sera faite sur formule tenue par la Préfecture à la disposition des intéressés.

Le reçu qui sera délivré à la S.N.C.F. répétera les mentions de la déclaration. Il y aura lieu d'en vérifier l'exactitude et la concordance, les insuffisances ou les irrégularités étant mises à la charge du créancier.

Après paiement complet des sommes dues par M. TAURINE à la S.N.C.F., il incombera au Service qui aura fait la déclaration d'en demander la radiation au registre.

A défaut de paiement à une échéance, nous pourrons, huit jours après sommation par huissier signifiée à M. TAURINES, faire vendre notre gage aux enchères pour exercer notre privilège sur le prix. Il en serait de même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de notre débiteur.

Vous pourriez suggérer au Service Commercial d'examiner l'opportunité d'insérer dans l'acte une clause aux termes de laquelle les sommes restant dues à la S.N.C.F. deviendraient immédiatement exigibles, au cas où M. TAURINES cesserait, pour une cause quelconque, d'être son correspondant.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé: Laurence*



S. J.

No 8119 C<sup>o</sup>

Paris, le 14 décembre 1910

98

Monsieur le chef de la Division centrale  
de la Comptabilité générale  
(V. Ref. F<sup>2</sup> L. G. C. 40129)

Par lettre du 11 et vous avez bien voulu me  
communiquer pour avis ~~une lettre~~ copie d'une lettre  
par laquelle M. le Directeur du Service commercial  
propose d'autoriser notre correspondant à Gravellet,  
M. Taurines, un prêt de 100 000 frs pour l'achat d'un  
véhicule à gazogène, prêt qui serait versé directement  
au vendeur afin de conférer à la SNCF, pour le rembour-  
sement dudit prêt, le droit de gage dont la loi du 29  
décembre 1934 a organisé la publicité.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que ce procédé  
peut être employé dans le cas présent. La vente et la  
constitution de gage devraient faire l'objet d'un acte sous  
seings privés, établi sur timbre en autant d'exemplaires  
que de parties intéressées, plus un exemplaire pour  
l'enregistrement. Il pourrait être ainsi rédigé :

~~Cet acte~~ Acte de vente et de constitution de gage  
d'un véhicule automobile (loi du 29 décembre 1934).

Entre M<sup>r</sup> X — vendeur, d'une part, M. Taurines, entrepre-  
neur de transports et correspondant de la SNCF à Gravellet,  
d'autre part, et la SNCF, représentée par M<sup>r</sup> Z —, intervenant  
au présent acte en qualité de prêteur, encore d'autre part,  
il a été convenu ce qui suit.

18/12

M<sup>r</sup> X cède et vend à M. Taurines un véhicule à gazogène — indiquer ici très exactement les caractéristiques, marques et n<sup>o</sup> du véhicule de nature à permettre de l'individualiser — moyennant le prix principal de cent quarante-cinq mille francs, payables à la livraison, dont ~~45~~ quarante-cinq mille ont été versés par M. Taurines selon quittance annexée.

Afin de parfaire le prix de vente, la S u C F a versé, aux lieu et place de M. Taurines, selon quittance également annexée, la somme de cent mille francs à M<sup>r</sup> X —, qui déclare accepter ce paiement et subroger entièrement la S u C F dans ses droits, actions et privilèges contre l'acheteur.

M. Taurines s'engage à rembourser à la S u C F la somme principale de cent mille francs susdite, en ~~quatre~~ versements, ~~les trois premiers de 25 mille francs, venant à échéance~~ les \_\_\_\_\_

~~le dernier de dix mille francs, venant à échéance le \_\_\_\_\_~~

Il s'oblige également à verser à la S u C F les intérêts à ~~4 1/2~~ des sommes dues, aux mêmes dates et dans ~~les mêmes conditions~~ que les acomptes ci-dessus spécifiés.

En garantie du remboursement de sa dette, M. Taurines déclare constituer en gage, au profit de la S u C F et jusqu'à complet paiement, le véhicule objet de la présente vente, dans les conditions de la loi du 29 décembre 1934.

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent acte, ainsi que ceux auxquels donneront lieu la déclaration,



l'inscription et la radiation au registre spécial prévu  
par l'art. 2 de la loi susvisée, seront à la charge de M. Taurines.  
Fait un quadruple exemplaire dont un pour l'enregistrement.

Date

signatures précédées de la mention manuscrite  
« lu et approuvé »

Cet acte devra être présenté à la formalité de l'enregi-  
trement avant la déclaration qui devra être effectuée, par  
les soins de la S. H. C. F., auprès de la Préfecture qui aura délivré  
la carte grise, en vue de faire mentionner la constitution de  
gage au registre spécial institué par la loi du 29 décembre  
1934. Cette déclaration sera faite sur formule tenue par la Préfecture

à la disposition des intéressés.

Le reçu de cette déclaration, qui sera délivré à la S. H. C. F.,  
répètera les mentions de la déclaration. Il y aura lieu  
d'en vérifier l'exactitude et la concordance. Les insuffisances  
ou les irrégularités étant ~~causées~~ <sup>causées</sup> à la charge du créancier.

Après paiement complet des sommes dues par M. Taurines  
à la S. H. C. F., il incombera au service qui aura fait la  
déclaration de d'en demander la radiation au registre.

A défaut de paiement à une échéance, nous pourrions,  
huit jours après sommation par huissier significatif à  
M. Taurines, faire vendre notre gage aux enchères pour

exercer notre ~~privilege~~ <sup>privilege</sup> sur le prix. Il en serait  
de même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de notre débiteur.

~~vous laisser le soin de~~ <sup>vous pourrions</sup> suggérer au service commercial

d'examiner l'opportunité d'insérer dans l'acte une

clause aux termes de laquelle ~~et~~ les sommes restant  
dûes ~~sur les 100 000 fr. avancés par M. Taurines à la SUCF~~  
deviendraient immédiatement exigibles, ~~en cas où M. Taurines~~  
~~, pour une cause quelconque,~~  
cesserait d'être son correspondant. ~~pour~~

Le chef du Contentieux

he



# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

## SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE  
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

17, rue de Londres, 17

Tél. : Trinité 73.00

R. C. Seine N° 276.448 B

**F.N.C.F.** N° 129  
A rappeler en cas de réponse



Paris, le 11 DEC. 1940 19

Monsieur le Chef du Service  
du Contentieux

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une lettre par laquelle M. le Directeur du Service Commercial propose d'accorder à notre correspondant à Graulhet, M. TAURINES, une avance de 100.000 Fr pour l'achat d'un véhicule à gazogène.

La question qui se pose est d'assurer la sûreté de notre créance. Le Service Commercial propose que la S.N.C.F. verse directement entre les mains du vendeur les 100.000 Fr, pour revendre ensuite à crédit le véhicule à M. TAURINES. La S.N.C.F. pourrait alors, le cas échéant, user du droit de gage que confère au vendeur d'automobiles à crédit la loi du 29 décembre 1934.

Je vous serais obligé de bien vouloir me donner votre avis sur cette procédure et me faire connaître en particulier la forme à donner au contrat, ainsi que les formalités qui seraient à remplir pour permettre à la S.N.C.F. de bénéficier des dispositions de la loi de 1934.

M Le Chef de la Division Centrale  
de la Comptabilité Générale, y

*Manuella*

*à Colombel*  
*12-12-40*  
*[Signature]*

SOCIETE NATIONALE  
des  
CHEMINS de FER FRANCAIS  
Service Commercial  
4<sup>ème</sup> Division 1

Le 2 Décembre 1940

545.743  
6093

Monsieur le Directeur des Services Financiers

---

Nous sommes saisis d'une demande d'avance de 100.000<sup>f</sup> présentée par notre correspondant à Graulhet, M. TAURINES.

M. TAURINES assure entre Graulhet (localité importante éloignée de toute gare) et Gaillac et vice versa, un service de réexpédition particulièrement intéressant pour le Chemin de fer, eu égard aux nombreux envois de cuirs et de peaux qui sont effectués sur cette relation.

M. TAURINES ne possède que des camions à essence. Il ne peut, évidemment, les utiliser que dans la mesure où il est approvisionné de ce carburant. Or, sa dotation actuelle (400 litres par mois) est trop réduite, et ne peut, en tout cas, suffire pour les besoins de son service, dont l'importance ne tend qu'à croître depuis que certains transports, autrefois accaparés par la concurrence, sont dirigés sur le fer. Dans cette situation M. TAURINES a envisagé l'achat d'un véhicule à gazogène ; il a d'ores et déjà, obtenu, à cet effet, la licence nécessaire.

Mais M. TAURINES, qui a été mobilisé pendant les premiers mois de la guerre n'a pas des disponibilités suffisantes pour payer, à la livraison, un véhicule d'une valeur de 145.000 francs. C'est pourquoi il demande que nous lui consentions une avance de 100.000 francs qu'il offre de gager par le véhicule à acquérir.

Ainsi que nous l'avons dit le service de réexpédition de Graulhet à Gaillac a une importance réelle. Nous avons, indiscutablement, intérêt à ce que M. TAURINES en assure le fonctionnement dans de bonnes conditions, et puisqu'il ne peut pas le faire sans notre aide, nous serions d'avis de la lui accorder. Toutefois, l'intéressé ne peut pas supporter un intérêt trop élevé. Nous proposons donc de limiter à 4 ou 5 % le taux de cet intérêt, et de fixer, pour le remboursement de notre avance, un délai de 3 à 4 ans.



Par ailleurs, pour la sûreté de notre créance, et au moment du versement de la somme de 100.000 francs, que nous ferions directement entre les mains du vendeur du véhicule, nous revendiquerions le bénéfice des dispositions de la loi du 29 décembre 1934 aux termes desquelles le prêteur de deniers, pour l'achat à crédit d'une automobile, est fondé à exercer un droit de gage et sera, de ce fait, réputé avoir conservé la marchandise en sa possession. Ainsi nous nous trouverions garantis entièrement en cas de défaillance de M. TAURINES, puisque la réalisation du gage serait à notre disposition exclusive.

Je vous serais obligé de vouloir bien faire examiner la question et de me fixer, en particulier, sur la forme à donner au contrat à passer avec l'intéressé.

P.le Directeur du Service Commercial,  
Signature.

11 DEC. 1940

F<sup>2</sup> I. G. C. n° 129

Monsieur le Chef du Service  
du Contentieux

---

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie d'une lettre par laquelle M. le Directeur du Service Commercial propose d'accorder à notre correspondant à Graulhet, M. TAURINES, une avance de 100.000 Fr pour l'achat d'un véhicule à gazogène.

La question qui se pose est d'assurer la sûreté de notre créance. Le Service Commercial propose que la S.N.C.F. verse directement entre les mains du vendeur les 100.000 Fr, pour revendre ensuite à crédit le véhicule à M. TAURINES. La S.N.C.F. pourrait alors, le cas échéant, user du droit de gage que confère au vendeur d'automobiles à crédit la loi du 29 décembre 1934.

Je vous serais obligé de bien vouloir me donner votre avis sur cette procédure et me faire connaître en particulier la forme à donner au contrat, ainsi que les formalités qui seraient à remplir pour permettre à la S.N.C.F. de bénéficier des dispositions de la loi de 1934.

Le Chef de la Division Centrale  
de la Comptabilité Générale,

Signé : METTAS